

Le BULLETIN se publie que les manuscrits acceptés par les SECTIONS et communiqués par les SECRETAIRES.

AVIS.

Le Bulletin paraît régulièrement le 1er et le 15 de chaque mois.

RESOLUTION.

1ere SECTION.

Dans sa réunion du 20 juillet, l'Union républicaine de langue française (1re Section de New York) a voté à l'unanimité la déclaration ci-jointe.

Elle a décidé en même temps que copie de ladite déclaration serait envoyée aux principaux journaux.

Nous membres de l'Union républicaine de langue française, en face de la guerre entre la France et la Prusse, nous déclarons :

1. — Que nous sympathisons avec tous les citoyens qui, à Paris, ont protesté contre la guerre.

2. — Que les ouvriers, qu'ils soient Français, Allemands, Anglais, Espagnols ou Italiens, sont et doivent rester frères.

3. — Que l'intérêt des peuples est partout le même : que dans tous les pays, les travailleurs ont à s'affranchir du double joug de la dépendance et de la misère ; que, au lieu de se battre entre eux, ils doivent solidariser leurs efforts pour conquérir leur affranchissement commun.

4. — Que la guerre des peuples contre les rois, du travail contre le privilège, est la seule juste, la seule nécessaire ; mais que toute guerre suscitée par un despote, dans un but d'agrandissement territorial ou d'intérêt dynastique, est le pire fléau qui puisse affliger l'espèce humaine.

En vertu de ces principes :

1. — Nous appelons de tous nos vœux la chute des monarchies et l'abolition des armées permanentes, ces deux causes de guerre et de ruine pour les peuples.

2. — Enfin et surtout, nous protestons contre tous ceux qui, Français ou Allemands, cherchent en Amérique à diviser les classes travailleuses, en les passionnant pour les disputes des despotes du vieux monde.

Nur le sol libre des Etats Unis, nous ne sommes plus ni Français ni Allemands, nous sommes citoyens et travailleurs.

Quand les despotes font la guerre pour nous diviser, notre devoir est tout tracé : Unissons-nous !

Pour l'Union républicaine,
Le président, CONSTANT,
Le secrétaire, FOLTY.

AVIS.

Dans notre précédent numéro, nous annonçons réception d'un travail fait par un citoyen de la Section de San Francisco, mais trop volumineux pour pouvoir être publié en entier. Nous en donnons plus loin un extrait.

Nous recevons de la Section A du Kansas un travail très remarquable, mais que nous ne pouvons, vu son étendue, publier en entier. Nous en donnons aussi un extrait.

Si la place nous le permet, nous donnerons d'autres extraits de ces travaux dans notre prochain numéro.

LE 14 JUILLET.

Ainsi que nous l'avions annoncé, un grand pique-nique a eu lieu à Newark, le jour anniversaire de la prise de la Bastille, ce premier acte de la grande Révolution française, dont nous attendons l'acte final : le triomphe de la République sociale.

La fête a été nombreuse et brillante ; les républicains de Newark, de New York, de Paterson et des localités environnantes y étaient largement représentés.

Les dames y étaient en grand nombre, et la vaste salle de bal, animée par une musique entraînante, était comble.

Des chants patriotiques, des paroles chaleureuses ont animé la fête, qui s'est prolongée fort avant dans la nuit.

Honneur aux citoyens de Newark pour leur initiative !

VIVE LA PAIX !

1ere SECTION.

Citoyens,

J'apprends avec plaisir, par le télégraphe, que les vrais principes du progrès sont toujours vivaces en France. Il y a eu des manifestations en faveur de la paix.

Que les journaux impérialistes parlent d'enthousiasme pour la guerre, de manifestations, de souscriptions, tout cela est peut-être aussi vrai que les promesses et les serments de Bonaparte leur maître. Mais ce qui est certain, c'est que le gouvernement impérial, malgré sa police et ses mesures arbitraires, malgré les moyens de compression dont il dispose, n'a pu empêcher l'esprit public de se faire jour et de protester contre la guerre.

C'est que la guerre, en effet, est le pire des fléaux, surtout lorsque, au lieu de se faire dans l'intérêt du peuple, elle n'a pour but qu'un intérêt dynastique.

La paix, c'est l'échange libre et loyal entre les hommes et les peuples ; c'est la rivalité industrielle et commerciale dans l'intérêt de tous. — La guerre, c'est le brigandage organisé, légalisé, déifié même sous les noms d'honneur national, de gloire, de trophées, de dépouilles, de victoires.

La guerre, c'est l'occupation des bandits ; la paix, c'est le milieu normal des producteurs.

Comme républicains et comme travailleurs, nous devons préconiser la paix et la solidarité entre les peuples, la liberté et l'égalité entre les citoyens, la justice entre les hommes.

Dans l'intérêt des opprimés, — et tous les travailleurs le sent plus ou moins dans l'ancien monde comme dans le nouveau, — nous devons énergiquement protester contre la guerre.

Ces travailleurs devenus soldats qui s'égorgeant sur les champs de bataille, ils ont des intérêts identiques : ils dépendent tous de patrons, de capitalistes, de propriétaires, de gouvernements, de maîtres en un mot ; et ils ne peuvent s'affranchir de ce joug qu'en s'unissant, qu'en solidarisant leurs efforts, qu'en échangeant librement entre eux les fruits de la science et du travail, qu'en luttant les uns contre les autres, non plus par les armes de la guerre, mais par celles de l'outil et de la pensée.

La guerre détruit sans produire, le travail ne consume que pour recréer ; la guerre diminue la richesse, le travail l'augmente sans cesse.

Le travail, c'est la vie de la société, la guerre en est le suicide.

D'ailleurs, que peut-il résulter de bon de la guerre actuelle ?

Le despotisme de Napoléon est-il préférable à celui de Bismark ? Non, sans doute.

Un empire militaire allemand vaut-il mieux qu'un empire militaire français ? Pas davantage.

Quel que soit le vainqueur, les peuples se seront égarés pour se forger réciproquement des fers.

Le peuple français se révoltait ; il sentait le poids de la chaîne qui le rivait à l'esclavage, et il aspirait à la briser. La position n'était plus tenable pour l'empire. Un plébiscite, à l'aide de compression, de terreur, de tours d'escamotage et de boîtes à double fond, pouvait bien en apparence défendre la situation ; mais malgré les efforts et les fraudes, toutes les villes, c'est-à-dire tout ce qui pense en France, se déclarait nettement contre l'empire. L'armée même n'était plus sûre ; on osait y voter 'Non' ; et les jeunes conscrits étaient républicains. Le neveu de son oncle n'avait plus pour lui que le vote des campagnes, et l'on sait comment ce vote se manipule. D'ailleurs, on pouvait bien obtenir le vote des paysans, mais leur concours le jour d'une révolution, c'est autre chose. Les rubriques de plébiscite et de compression contre la vie de l'empereur, conspiration ourdie par la police de l'homme de loi, comble pour obtenir, par la peur, le vote des bourgeois, tout cela était usé. La Révolution s'avancait calme, mais inévitable ; elle savait éviter les pièges que lui tendait le pouvoir ; elle attendait, elle patientait, car elle était sûre de vaincre. Il fallait donc à tout prix détourner l'opinion publique ; l'occuper d'autre chose que de réformes intérieures et de protestations libérales. Pour cela, il n'y avait qu'un moyen : surexciter le chauvinisme, faire oublier les Français leurs droits violés, leurs libertés ravies (en leur faisant croire : Guerre à la Prusse !

L'homme qui trône aux Tuilleries, et qui n'a jamais reculé devant aucun crime, aucune infamie, aucune bassesse, aucune lâcheté, pour arriver à ses fins, s'est donc préparé à la guerre. Mais le prétexte qu'il levait, la candidature d'un prince prussien en Espagne, lui fait défaut. Croyez-vous qu'il va reculer, que le manque d'un prétexte plausible va l'empêcher de déclarer la guerre ? Si vous le croyez, vous connaissez peu l'homme. Devant la Révolution qui grandit, la guerre est sa dernière planche de salut ; il la lui fait, il l'aure ! Et il ordonne à son ambassadeur d'être insolent, afin de pouvoir dire : La France est insultée, guerre à la Prusse !

Et les peuples oublient le joug qui les opprime, pour courir à la frontière ; et les sentiments de solidarité qui commencent à se répandre, font place au plus étroit chauvinisme ; nous voyons jusqu'à des républicains, jusqu'à des socialistes, condamnés à mort par le maître de leur patrie, acclamer qu'il — Le roi de Prusse !...

L'amour du pays, quand la patrie est en danger, peut excuser bien des choses ; mais il ne permet jamais à un républicain de crier : Vive le roi !

Napoléon comptait, en France, sur ses aberrations patriotiques pour étouffer l'esprit libéral, la laïcité du pouvoir personnel. Il savait que la France est froissée de l'orgueil prussien ; il savait que le vieux chauvinisme réclame les frontières du Rhin ; ainsi pensait-il qu'une guerre avec la Prusse serait reçue avec enthousiasme, et rallierait de nouveau sous son joug tous les Français.

Eh bien ! Napoléon s'est trompé ! La France, sinon tout entière, du moins la France qui pense et a l'énergie de ses convictions, a protesté, non seulement il y a eu des manifestations publiques, mais tous les journaux qui ne sont pas vendus au pouvoir ont condamné la guerre.

La France le sait désormais ; ce n'est pas par la force brutale qu'elle exercera de l'influence sur les peuples ; sa mission n'est pas une mission de guerre et de conquête, mais d'amour, de fraternité ; quand elle sonde son cœur, elle y sent vibrer les nobles aspirations de la liberté, les généreuses impulsions du sacrifice. Jadis, sentinelle avancée du progrès, elle fut grande ; tous les peuples la suivaient, tous croyaient et espéraient en elle ; aujourd'hui, courbée sous le joug d'un despote, elle est petite, mesquine, avilie ; elle ne sait plus que soutenir des papes et des empereurs, elle qui aspire à la République universelle. Les peuples qui l'admiraient et l'aimaient jadis, la redoutent et la méprisent. Son cœur saigne en se sentant solidaire du tyran qui l'opprime. Les Allemands, qui sont ses frères, elle va les égorger ; les Italiens, pour lesquels elle

res, avec son égalité, sa liberté, sa fraternité, ou la mort ? Il n'est rien à coup sûr de ce dont on s'occupe avec rage et violence sur le terrain brûlant, bouillonnant de ce qu'on nomme encore et toujours la politique pure. Que lui importe qu'il réigne, ou de Pierre ou de Jean, à cet enfant si pur ? Est-ce même du gouvernement, de César l'écrit, qu'il va nous entretenir dès qu'il pourra parler ? ne serait-ce pas au contraire de l'homme, fils de Dieu, de Dieu créateur, et du monde créé ?

Telle est la véritable situation de la France ; voilà ce qui se passe réellement en elle. Tout le bruit énorme qui s'y fait, et qui nous émeut si fortement le, lui, tantanement transmis par le télégraphe, est un bruit de surface, non de fond. Il régit autour du trône, dans la région purement politique. C'est de gouvernement ou plus tôt de personnes gouvernantes qu'il s'agit. Les vix partis politiques, réchauffés par le temps, reviennent à la charge, plus que jamais violents. Ils veulent reprendre le pouvoir qui leur est échappé à diverses reprises. Le neveu de César qui, depuis dix-huit ans tient ce pouvoir dans ses mains, n'a évidemment contenté ni la bourgeoisie, ni le peuple, ni les puissances étrangères, ni lui-même. Dans sa petite question de possession efficace et d'héritage de la France, il est inquiet. C'est pourquoi, mécontent sous ce rapport de sa propre impuissance, et irrité de l'ostentation persistante de ses rivaux ennemis, les nobles de la bourgeoisie et du peuple, il s'en prend au peuple et à la bourgeoisie qu'il provoque, qu'il brave. Bourgeoisisme, royalisme, démocratie de répondre, et de défendre, à sa littérature, qui recule au simple reculer, compromise, presque ruinée par son propre insolence. Par un suprême et hypocrite effort, il tente de s'ouvrir un chemin, un salut, contre le démocratisme populaire, au travers de la bourgeoisie. C'est là le sens des libertés parlementaires qu'il veut bien subir, accorder, octroyer ; c'est là le sens des ministres déchaînés (Rouher, etc.) et des ministres échus (Ollivier, Buffet, Daru, etc.) Mais la démocratie, toujours juvénile, et payant d'audace et de paroles, s'avance d'autant plus furieuse contre lui. Elle s'agite, fait fiasco de tout côté, emprunte, ou voudrait emprunter aux jacobins d'un autre âge le système des paroles violentes, des journaux révolutionnaires, et ne sait plus, ne fait pas attention que ce qu'elle attaque ainsi, ce n'est ni Louis XVI, ni Charles X, ni Louis-Philippe, mais ni César, un soldat heureux dont parle Voltaire dans ce vers connu de tous :

Le premier qui fut roi, fut un soldat heureux.

C'est un roi dont le trône militaire se tient hors des villes, fortement abrité par une forêt de saules, de bayonnettes, de canons chargés à mitraille ; par une armée fortement assise, constituée, disciplinée, et ayant des intelligences, des appuis dans la bourgeoisie et jusque dans le peuple, lesquels ne veulent plus de batailles, d'émeutes, de révolutions sanglantes, perdues, répétées, étouffées, de villages ruinés, de cadavres amoncelés dans les rues.

Le peuple ne veut absolument plus, ne peut plus vouloir en effet, se laisser toujours prendre aux mots, quelque retentissants et sonores qu'ils puissent être en des bouches nouvelles. Il veut, il a besoin de voir des et fécondes pensées. *Liberté !* lui cria-t-on en agitant les bras. Il répond, lui, les bras imperturbablement croisés sur la poitrine : — *Liberté !* soit, c'est un grand mot ; mais après ? — Sans donc un tyran, un traître, un parjure, l'assassin de nos frères ? Peuple grand ! peuple héroïque ! aux armes ! l'empereur Napoléon, troisième de nom, est une honte pour la France ; vengeons-la, vengeons-nous, ou mourons !

— Un instant, mes maîtres, reprend le peuple ; calmons-nous et raisonnons. Pourquoi renverser ce tyran, cette honte ? Qui mettez-vous à sa place ? Quelqu'autre tyran, quelqu'autre honte, dont il faudra se débarrasser à son tour ? C'est l'histoire de notre malheureux pays depuis le 9 thermidor.

— Cet homme tient en sa main, en pousse de sa main, un sabre ; mais ce sabre est à nous, peuple, et quand il nous plaira, nous le lui reprendrons. Jugez là, qu'il reste dans ses mains. Jamais, pour votre compte, vous n'en avez rien ou faire de bon, et toujours nous en avons été victimes. Sans remonter bien loin dans notre histoire, ne vous souvenez-vous plus des journées de Juin 48, où la bourgeoisie, découverte ou ouverte, manœuvra si impitoyablement contre le peuple ce sabre devenu sceptre ? Si vous avez oublié ces choses, nous nous en souvenons, nous. Jusqu'au jour où nous saurons enfin nous servir nous-mêmes de ce sabre, qu'il reste dans la main de l'empereur.

— Mais ce Napoléon veut, à l'aide de ce sabre, s'établir sur nous en empereur, en tyran.

— Et parce qu'il le veut, cela sera-t-il ? Son oncle la bien voulu ; qu'est devenu le fils de son oncle et cet oncle lui-même ? Mais il s'agit pour nous et pour

vous-mêmes, d'autres choses vraiment que de ces châtiments de lois impudiques, diraient avec raison les économistes. Nos pères, les Jacobins, de glorieuse mémoire, nous ont délivrés, avec leurs grands sabres, du monarchisme royal ; et nous, à notre tour, nous voulons délivrer nos fils et nous-mêmes du monarchisme bourgeois.

— Hélas ! du plus profond de notre cœur oppressé, nous vous avons toujours crié : Justice ! Justice ! Liberté ! Plus de mendicité, plus de salariat, plus de vol, plus de crime, plus d'esclaves, plus de prolétaires ! Plus de riches fainéants, oisifs, débauchés, oppresseurs ! Un seul homme, une seule terre, un seul Dieu ! Liberté ! Egalité ! Fraternité ! . . . Mais vous, que nous avons-vous répondu, que nous avez-vous encore dit cette heure ? Laissez-les toutes ces rêveries, — d'autres diraient salaires, — et courez sus au Corse !

Voilà la vérité, le fond même des choses, ce qui se tient sous l'apparence dont tant d'hommes sont dupes sous le bon sens de réalité.

Mais un mot résumera mieux encore cette peinture fébrile, et ce mot, nous l'emprunterons à la langue dont se servent les hommes d'État : La France est un volcan, disaient-ils. Eh bien ! oui, c'est un volcan ; mais comme tous les volcans, il a ses heures. Son éruption n'est pas continuelle, incessante, mais intermittente. Il bréla en 1789, et vout en laves incandescentes, rouges, tout ce qu'il avait en son sein ou fait de prêt, de ris et de nobles. Il bréla jusqu'au 9 thermidor ; mais là, il cessa de brûler, et percut aux nobles, aux prêtres et aux rois de devenir scories, et d'encombrer le sol, de leurs masses inutilisées. Il faut se garder soigneusement, quand on veut faire l'histoire de notre époque en France, d'assimiler un grand fait révolutionnaire qui eût été de 1789 jusqu'au 9 thermidor, fait qui appartient au volcan, à la France, ces faits secondaires, successifs, inutiles, de chutes et d'avènements au trône qui composent l'histoire stérile, inutile, de tous ces avortons de tous ces pygmées qui, sous le nom de Directoire, d'Empire, de Restauration, de Monarchie constitutionnelle, de Gouvernement provisoire, de République et de second Empire, ont successivement en dans les mains ce qu'ils ont appelé, si fausement d'ailleurs, le pouvoir, le sceptre de la France, et qui n'est rien autre que la poignée grossière d'un sabre de soldat.

Le volcan s'est éteint en 1848. De son cratère béant n'a surgi jusqu'à cet instant, fumées, cendres échauffées ; mais là ne s'arrêtera pas sa mission, son œuvre providentielle. En 1789, il avait à briser son écorce première ; la *royauté* et son *propre* ; en 1848, il a à briser son écorce nouvelle : la *bourgeoisie* et son *propre*.

Section de San Francisco.
LE TRAVAIL.

L'homme, la famille, l'humanité ne vit que par le travail.

Le travail est la première nécessité de la vie matérielle, comme la science qui éclaire l'âme et l'intelligence est la première nécessité de la vie morale et intellectuelle.

Le créateur de la nature n'est-il pas l'éternel producteur, le sublime économiste, l'organisateur de l'harmonie dans toutes les créations de l'infini. Ne créait-il pas sans cesse des globes, des mondes, naissant, vivant, s'éteignant et renaissant, tous soumis à ses lois d'attraction, de justice et d'amour. Tout, dans chaque univers de l'infini n'est-il pas destiné à produire et à se reproduire éternellement ?

Or, tous les biens de ce monde et de tous les mondes ne sont que les fruits du travail et de la science de Dieu, comme de l'homme.

Le travail et la science sont dans les sources inséparables et infinis de toutes les productions, de toutes les découvertes, de tous les progrès, de toutes les perfectiones. Dans le travail, la science et leurs éléments sont inséparables et aussi sacrés que l'existence même. Qui, plus que le producteur a besoin de science et des éléments du travail ? Qui, depuis le plus humble jusqu'au plus humble, peut se passer du producteur ?

A qui doit-on toutes les richesses, tous les trésors de la terre et des mers ; ces palais, ces temples, ces monuments, ces puissantes machines transportant les nations d'un hémisphère à l'autre ? A qui doit-on ce luxe des villes et des cours, ces fortunes entassées par excès et souvent improductives dans les mains de quelques uns au détriment du plus grand nombre ; à qui les doit-on ? c'est au producteur, c'est au travailleur.

Le travail seul crée et vivifie ; il est donc rien de plus respectable, de plus sacré que le travail.

Mais quel est l'élément du travail ? C'est le capital,

le capital inerte qui doit tout au travail, qui ne fructifie que par le travail, qui ne peut se passer du travail, qui augmente sans cesse la fortune du riche et ne laisse rien au producteur.

Le capital, se posant en maître malgré son incapacité, peut, pour un certain temps, se refuser aux besoins incessants du travail ; c'est-à-dire qu'il tient en ses mains la vie de l'homme, de la famille qui ne peut vivre sans travail, et qui souvent, même avec le travail, ne vit et ne meurt que de privations. Car il faut encore aller demander le travail. Demander le travail que l'on peut vous refuser, c'est demander son pain ; c'est la mendicité, l'humiliation ; c'est pire que l'esclavage même ; c'est une menace de mort qui pèse sans cesse sur la tête du producteur.

Au nom de la justice et de l'équité, au nom de tous et dans l'intérêt de tous, il faut concilier ces deux auxiliaires inséparables. Il faut assurer, légaliser, consacrer les droits de tous à l'existence, au travail et à la science.

La justice divine doit être identique avec la justice humaine. La justice est une, comme Dieu est un.

Il n'y a point d'orphelins ni de bâtards pour l'humanité ; tous ont les mêmes droits.

L'unité de Dieu et de l'homme, c'est la vie. La vie est composée de : la matière et l'esprit, le corps et l'âme, la terre et le travail, la nature et la science, comme l'oxygène et l'azote composent l'air. Séparez ces deux éléments, vous trouvez le néant, la mort.

L'homme qui ne jouit pas de son droit à la terre, au travail, à la nature et à la science est frustré, déshérité.

Et comme les trois quarts des humains sont encore abandonnés à cet état déplorable, et qu'il est présentement, au fond de l'âme l'instinct criminel dont ils sont victimes ; de là toutes les vices, tous les crimes, tous les désespoirs, tous les suicides, toutes les haines, toutes les vengeances. Tel est l'état de choses qu'il faut faire cesser. Il en est temps.

La terre est l'éternel primordial de la vie et du travail. Elle a été donnée par le créateur afin que l'homme, fait à son image, puisse comme lui produire, créer, procréer, aimer. La terre est le domaine de l'humanité, nul n'a le droit de se l'approprier, mais tous ont le droit d'en jouir. L'homme est l'instrument de tous les éléments de vie et de bonheur qui ont été confiés à sa puissance, à son travail, à son cœur, à son intelligence, à son génie, à ses nobles passions. Les passions ignorées ne naissent que de la dépossession, de l'ignorance, de l'injustice, — ou de la justice humaine qui est en tout contraire à la justice divine. —

Or, pour concilier les intérêts de tous et de chacun, la moralité et la prospérité de tous, reconnaissant que la terre et le capital ne peuvent fructifier sans le travail et la science, qui sont l'esprit fécondant et vivifiant, il faut les associer, les solidariser. C'est la loi de nature à la quelle tôt ou tard il faudra se rendre.

L'union des intérêts accomplira l'union des cœurs, même à l'infin des plus éloignés, qui se sentiront vivre d'une autre vie dans la solidarité.

La solidarité, c'est la pratique de la fraternité même par les plus dénués de ce sentiment, c'est le principe de vie de tous les principes humains et divins : l'équité, la justice, l'humanité, l'intégrité, l'honneur, la moralité, la liberté absolue, l'égalité des droits et des jouissances selon la nature et les facultés de chacun. C'est l'harmonie humaine, c'est le bonheur progressif et infini par le travail et la science de tous, associés librement selon les caractères, les sympathies, les goûts, les penchants, les inclinations, les vocations de chacun dans leur diversité ; c'est enfin la protection mutuelle, la réciprocité stimulée par la rivalité ; c'est la grande puissance créatrice matérielle, spirituelle et morale de l'homme.

Hors de la solidarité, tout n'est que dissolution, exploitation, banqueroutes, procès, combats, incertitudes et guerre civile. Isolément, dans les campagnes n'a jamais produit que l'ennui, le découragement, l'abrutissement. De là, chacun vient remplir les grandes villes, où le chômage, la misère et toutes ces horreurs augmentent sans cesse.

Mais par la solidarité, l'injuste seul devient impossible ; chacun travaillant, même à son lieu ou bien de tous, et tous travaillant au bien de chacun.

Les Fonctionnaires publics.
DE SIXTAIN.

Dans une société basée sur l'égalité des conditions, quel sera le rôle des fonctionnaires publics, et la limite de leur pouvoir ; voilà, citoyens, la question que je me propose d'étudier.

Limiter les fonctions utiles à leur rôle à remplir, et supprimer tout emploi qui ne sert qu'à grever le

budget, voilà une première besogne qu'il faudrait faire le plus tôt possible.

Quand le travail sera honoré, nous verrons les concurrents de places moins à la course; car alors, chaque service rendu ne sera payé qu'à sa valeur.

Pourquoi voyons-nous, dans l'état actuel du monde, une armée de faibles, nourris presque toujours et ne rien faire dans des emplois d'autant plus lucratifs qu'ils sont plus inutiles ?

C'est parce que l'homme, ne trouvant pas dans le travail les moyens de satisfaire à ses besoins, cherche dans l'exploitation de la faiblesse publique, un bien-être que les producteurs sont obligés de se refuser.

Comme un fonctionnaire n'aurait pas plus de chances qu'un autre de s'approprier tout ou partie du produit de son semblable, si les droits de travail étaient sous la surveillance de l'égalité des conditions, les places seraient bientôt moins recherchées, plus honorablement et surtout plus honnêtement remplies.

Le besoin de faire produire à un emploi le plus d'argent possible, oblige les premiers employés de s'entourer d'inférieurs dont la moralité est douteuse, car ils ont besoin de chercher des complices et de partager avec eux. De là cette corruption qui, même au sein des républiques actuellement existantes, est la honte de notre siècle.

Réformer la loi de manière à ne pas permettre qu'un fonctionnaire puisse sortir des limites de son emploi, bien définir le devoir de chaque employé, c'est corriger le monde. Pour sa part, je suis convaincu que l'ordre social actuel ne doit la continuité de son existence qu'à la corruption des fonctionnaires publics.

N'est-il pas honteux pour nous, hommes du XIXe siècle, qui avons la prétention d'être plus éclairés que nos ancêtres, de voir d'immenses fortunes se bâtir en remplissant des emplois dont le traitement est dépensé en quelques jours ? Il faut avouer que le peuple travaillant est bien ignorant pour ne pas changer tout ce système. Comment ! Il voit tous les jours des hommes qui, pour obtenir son suffrage, dépensent plus d'argent que la place ne doit leur en produire pendant la période qu'ils doivent l'occuper, et il ne se demande pas s'il n'y a pas des moyens illégaux qui couvrent ces frais. Des hommes, nommés à un emploi qui doit leur rapporter, au vu et au su de tout le monde, 2 ou 3 mille dollars, achètent des maisons de 20 à 30 mille dollars, dans la première année, du moins la seconde, et l'ouvrier ne voit pas que c'est lui qu'on vole; car enfin, qui paie l'impôt, si ce n'est celui qui produit, et que voulez-vous, ces fonctionnaires, si ce n'est l'impôt ?

Où, citoyens, réformer les fonctions publiques, c'est faire le plus grand des tours de roue de la révolution économique. Le jour où nous n'aurons plus d'emplois inutiles, ni d'employés inutiles, la révolution sera presque faite.

Beaucoup de nos amis disent : réformez d'abord la morale, faites des hommes vertueux et vous voudrez avoir une bonne république. Mal je dirai qu'il est bien plus facile de réformer la loi, de mettre tout le monde dans l'impossibilité de mal faire. Je n'ai pas la prétention de faire en quelques années la réforme morale de la société, de faire qu'il n'y ait plus ni corrupteurs ni corrompus, ni voleurs des deniers publics; non certes, mais je dis : si le travailleur veut faire disparaître ces lèpreux de la société, qu'il fasse disparaître la lièvre, qu'il change le milieu dans lequel ces hommes vivent.

Si nous attendons que les politiciens de tous les pays se réforment avant de changer cet état de choses, nous nous condamnons à tomber dans l'état le plus vil où un peuple puisse arriver : l'insouciance de son abaissement.

Que la république des Etats-Unis se débarrasse de cet autre esclavage : le gouvernement des politiciens, et alors seulement elle aura le droit de s'appeler la République modérée.

Tout fonctionnaire doit s'être rien de plus que le commis du peuple qui l'a nommé; il est entièrement responsable de ses actes, et toujours révocable; car, sans ces conditions, il est impossible de contrôler ses œuvres. Enfin, il ne doit posséder d'autre autorité que celle de faire exécuter la loi dans la mesure pour laquelle il a été nommé.

Avec l'égalité des conditions, le travail des fonctionnaires publics, étant considéré comme tout autre travail, serait régi par l'offre et la demande. Alors les emplois où il faut le moins d'efforts seraient peu rétribués, et probablement les inutiles seuls les rempliraient, les autres travailleurs préférant occuper leurs bras à des travaux plus lucratifs. Au contraire, s'il y a aujourd'hui des emplois gracieusement payés pour faire peu de chose, c'est là que nous trouvons des caraliers qui devraient plutôt manier la charrue ou la forge.

J'ai dit qu'il fallait supprimer tous les emplois inutiles, et je ne sais pas, citoyens si vous vous faites une

idée de la masse énorme de gens que nous renverrions au travail productif, et par conséquent à la création de nouvelles richesses.

En supprimant les armées permanentes, voilà les plus forts, les plus jeunes qui retournent à l'atelier et à la terre.

En supprimant l'autorité monarchique ou présidentielle, voilà une armée de valets disponible pour le travail.

En simplifiant le code pénal, peuqu'on n'aura plus à protéger ces faibles; en réduisant à quelques articles le code civil, dès qu'on n'aura plus à protéger les abus de la propriété; combien de robins seront obligés de faire des produits plus utiles que des "attends" et des "considérants" ?

Et le prêtre, qui vit sur la bêtise humaine ! Il viendra un temps où nos descendants se moqueront de nous avec autant et plus de raison que nous n'en avons de plaisanter le pauvre sauvage sur ses idées. Ils diront : fallait-il que l'intelligence de nos pères fût bornée pour donner les plus beaux fruits de leur travail à des hommes dont l'occupation était de leur promettre une récompense après la mort, ou de les menacer de la colère d'un Dieu imaginaire !

Voilà, citoyens, ce qu'il faut surtout envoyer travailler, et non pas dire des patoiseries, broiller nos sabots par le confessional, et voler nos libertés en inclinant à la jeunesse des habitudes monarchiques.

VARIETES.

Galerie des Bêtes curieuses

LA SOCIÉTÉ.

De toutes les bêtes algébriques, voici certainement la plus rare, et pourtant la plus nécessaire; elle n'existe même, depuis des milliers d'années, qu'à l'état de germe, tant elle est d'une lenteur décourageante à se développer.

En effet, dira-t-on qu'il y a société entre des individus dont les intérêts sont opposés, ennemis; entre des êtres qui ne s'aiment, se détestent, se haïssent, se possèdent, se possèdent que sous l'empire d'un seul mobile; le désir, le besoin de se nuire. Société entre le commerçant qui vend le plus cher possible, et l'acheteur qui marchandant, lésine et veut avoir au meilleur marché; société entre le patron qui commande, et l'ouvrier que l'on occupe ou renvoie à pleurer et valent; société entre le riche qui vit de ses revenus et le pauvre qui produit et ne jouit pas; société entre des hommes qui se valent et des peuples qui s'épouventent ! Demandez plutôt s'il y a société entre le loup et l'agneau, le lion et la gazelle.

Hélas ! la société, ce n'est encore que le rêve de l'avenir !

Pourquoi renvoyez-vous cet ouvrier ? Il est actif, intelligent, régulier au travail; vous ne pouvez trouver mieux. — C'est vrai, répond le patron, mais il me déplaît; c'est un républicain, un révolutionnaire, un radical, toujours prêt à susciter des grèves ou des révoltes. Au lieu d'occuper de pareils bouillottes, j'ai mieux aimé donner de l'ouvrage à ceux qui soutiennent la bonne cause.

Pourquoi renvoyez-vous cet employé ? Nul cependant n'est plus intelligent, plus actif, plus régulier, plus instruit, plus digne de confiance. — C'est vrai, répond le commerçant, mais il me déplaît; il a les cheveux rouges et les yeux louches.

Pourquoi refusez-vous de louer tel appartement à tel individu ? — Parce qu'il a des enfants, un chien, un chat; parce qu'il est coiffé ou péta; parce qu'il ne me plaît pas.

Patron, commerçant, propriétaire, pourquoi fais-tu ceci ou cela ? Parce que c'est ma volonté, mon caprice, ma fantaisie; ne suis-je pas le maître de faire ce que je veux, d'occuper qui bon me semble ? Tu es le maître, d'accord, mais alors nous sommes tes esclaves, tes ennemis. Notre vieux fabuliste l'a dit :

Notre ennemi, c'est notre maître.

Entre toi et nous, il n'y a pas société, il y a guerre à mort.

La protestation, la revendication, la révolte contre toute oppression est le plus saint des droits, le plus sacré des devoirs. Allons ! prépare-toi, arme-toi de toutes pièces, en garde ! et nous verrons qui triomphera du privilège ou de la liberté.

Maîtres, par force ou par ruse, vous vous êtes emparés de tout; vous tenez le propriétaire par le besoin, par la faim; vous lui volez son travail en ne lui donnant en échange qu'un salaire insuffisant, et quand vous n'avez plus besoin de ses services, vous l'envoyez coucher sur la rue ou mourir à l'hôpital. Le noble logeait et nourrissait son serf, le plâneur son esclave; mais vous ? . . . Vos salariés n'ont ni pain ni gîte

d'assuré. Entre eux seulement il peut y avoir société, la société du désespoir, l'union pour la lutte suprême : du pain ou du plomb !

Partez-vous des palais, des tableaux, des statues, des machines, de toutes les richesses de la civilisation, et à ce propos, vantez-vous les progrès de la société ? Mais ces palais, ils appartiennent aux millionnaires; ces tableaux, ces statues, ces meubles, ces vases, ces soieries, toutes ces merveilles de l'art et de l'industrie, on n'en voit jamais dans le taudis du pauvre; ces voitures molles, il les fabrique, mais c'est pour l'éclabousser dans la rue; ces puissantes machines qui décapent la richesse, elles ne servent qu'à l'exploiter, à faire de lui un meurtre-de-faim. Et ces vastes établissements d'éducation, si nombreux, si riches, si variés; profitez-les, regardez-les, vous n'y entrez pas; heureux, trois fois heureux, si on veut bien vous apprendre à lire le catéchisme ou la bible.

Maîtres, avez-vous que vous n'êtes pas coupables, que le milieu social vous force d'agir ainsi ? D'accord, mais écoutez bien ceci : reconnaissant le mal, cherchez-vous de bons fin les moyens de le guérir, ou vous efforcez-vous d'éterniser le privilège ? Répondez.

De par le hasard ou de par la volonté, vous êtes les maîtres, vous les esclaves; il n'y a pas de société.

La société, c'est l'union des forces vers un but commun; c'est le droit pour chacun de jouir de la richesse dans la mesure de son travail; c'est voix au chapitre pour tous.

La société existe en puissance, elle se réalisera.

Rendez l'instrument de travail accessible à tous; ouvrez à tous l'école et l'atelier; rétribuez l'homme pour son travail, rien que pour son travail; mettez les produits à la portée de tous en supprimant les bénéfices intermédiaires de l'impôt et de l'inutile; et alors seulement, il y aura société.

Mais alors aussi, il n'y aura plus de maîtres.

Communications.

SECTION DE BOSTON.

La Section de Boston, dans sa séance du 15 juin dernier, a renouvelé son Bureau.

Le citoyen ARNAULT ayant refusé sa candidature, ont été nommés les citoyens :

- L. LAURIER, président;
- F. JURY, vice-président;
- G. JUTTERAND, secrétaire correspondant;
- J. URVANNES, secrétaire;
- J. HENSLUCKER, commissaire.

Dans sa séance du 6 juillet, la Section a voté à l'unanimité un blâme sévère sur le vote de la Chambre de Washington sur la question de Cuba.

H. JUTTERAND, sec. cor.

CONVOCAION.

La Section française de l'Association internationale des Travailleurs se réunira le 1er dimanche de chaque mois, à partir du mois d'août, au numéro 100, Prince street.

REUNIONS.

A New-York

La première section se réunit le premier et le troisième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir, 100, Prince street.

La deuxième section se réunit le second et le quatrième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir.

La réunion générale des sections se tient le second dimanche de chaque mois, à neuf heures du matin, au 100, Prince street.

Le Comité chargé de la publication du Bulletin, se renouvellera à tour de rôle, se réunit le premier et le second vendredi de chaque mois, à huit heures du soir, dans son Bureau, 125, Wooster street, où tout ce qui concerne la rédaction et la publication du Bulletin de l'Union Républicaine de Langue Française, doit être adressé.

A Saint-Louis, Mo.

La Section se réunit régulièrement tous les premiers dimanches de chaque mois à 2 heures du soir, à la salle des Français, coin sud-ouest de Park avenue et de la 7e rue.

L'ESPRIT DES TEMPS

AU CORIC

par le Citoyen P. Messant,

En vente au Bureau de l'Impimenterie, 125, Wooster street, et chez les Correspondants du Bulletin

Impimerie sociale, 125 Wooster street, N. Y.